

Conjoncture Européenne (la)

Soumis par Marwina
16-05-2007

La conjoncture Européenne, Une leçon de pipologie de droite (A ne pas confondre avec la pipolisation de la droite)

La conjoncture européenne est un concept novateur qui permet de dire que les réussites de la gauche ne sont pas du fait de sa politique, et que les échecs de la droite ne sont pas

de sa faute. Il est en effet indéniable, au vu des

chiffres d'Eurostat, que les faveurs du divin sont plus du côté des gouvernements de gauche que de droite - (pour l'explication mystique du phénomène, lire la chronique du 15 mai) - Comme le montre très bien le graphique ci-dessous : Evolution du taux de croissance du PIB par habitant, en France et en UE

Cela justifie-t-il pour autant les écart de déficit constaté entre les politiques PS et UMP? N'importe quel économiste de droite complètement buté et accroché à son credo vous répondra que oui, bien sûr. Dans les faits, il est effectivement indéniable que la

conjoncture européenne ait un effet positif ou au contraire délétère pour l'économie française.

Impossible de faire des miracles quand la moyenne européenne de croissance du PIB est égale à -0,3%, comme en 1993!

Effectivement. Il se trouve que la moyenne des pays de la zone euro était bien meilleure de 1997 à 2001 qu'elle ne l'a été

de 1993 à 1996, et de 2002 à 2005. Et de cela, le

gouvernement socialiste comme le gouvernement UMP ne sont effectivement pas responsables. Il y a donc bien une part de

« chance » dans l'économie, et cette

« chance » fut plus du côté de la

gauche que de la droite, et cela dure dans les faits et en

l'occurrence depuis plus de 25 ans. Voilà qui sera dit. Sauf que.

Sauf que les marges de manoeuvres des gouvernements ne sont pas nulles. Une moyenne est une moyenne, mais, tout comme une moyenne de la classe, elle n'empêche pas qu'il y ait de bons élèves, et au contraire de mauvais élèves. Par exemple, concernant la croissance du PIB de la France (NB: c'est différent du PIB par habitant exposé ci-dessus), on constate que la politique de la droite sarkoziste aboutit en moyenne à un demi-point de MOINS que la moyenne européenne, alors que la politique de la gauche de Jospin aboutit en moyenne à un demi-point de PLUS que la moyenne européenne. Voici le graphique:

Comparaison des performances françaises et de l'UE en matière de croissance du PIB de l'état

L'écart au final entre les deux politiques, à

conjoncture équivalente, serait donc d'un point plein de PIB.

Un point plein de PIB, dans une courbe de la croissance, c'est

énorme. Et ça a des conséquences économiques

tout à fait palpables. N'importe quel étudiant en L1

économie comprendrait cela, avant même d'avoir achevé

le suivi des cours du premier semestre. Mais le libéral-sarkoziste

borné, lui, à en général plus de mal. On

appelle couramment cela de la mauvaise foi. Continuons d'observer les décalages entre la moyenne

européenne et les politiques de droite sarkoziste et de gauche

jospiniste.*** Avant d'aller plus en avant, je tiens à préciser que

si le sarkoziste ordinaire qui découvre l'existence de l'INSEE

considère en général que le bilan de l'année

2002 est un bilan PS, ce genre de chiffre est et reste toujours

calculé au 31 décembre de l'année

correspondante, puisque c'est le calcul effectué sur une année

révolue, et non un calcul prévisionnel. Le bilan de 2002, par exemple, est donc dans le concret à $\frac{1}{4}$ PS et à $\frac{3}{4}$ UMP, dans la mesure où les élections ont lieu en Avril -Mai, soit à $\frac{1}{4}$ de l'année environ. Croissance de l'emploi : Comparaison du taux de croissance de l'emploi, France et UE.

Sur ce graphique, on voit clairement qu'invoquer le fait qu'une politique de l'emploi ne porte ses fruits qu'avec un temps de décalage (deux ans) est une mauvaise technique sarkoziste pour expliquer que le chômage ne se remet à baisser en France qu'à partir de 2005. En effet, deux années de temps est pile ce qui sépare les premières mesures du PS et le moment où la courbe de croissance de l'emploi de la France dépasse celle de la moyenne européenne, de même, deux années est encore pile ce qui sépare l'accession au pouvoir de l'UMP et le moment où la courbe de création de l'emploi française repasse sous la moyenne européenne. Dans le concret, le marché du travail est un marché très réactif, et une mesure phare de politique de l'emploi à des répercussions immédiates, c'est à dire dans l'année en cours. D'autres mesures, dites « à plus long terme » peuvent effectivement avoir des répercussions avec temps de décalage, mais nous n'allons pas entrer dans la polémique sur ce sujet, ce serait vraiment trop méchant pour l'UMP, et je ne suis pas aussi cruelle. Il suffit juste de savoir que la réussite d'une politique de l'emploi se base sur ce double travail, de mesures phares à effet immédiat et de mesure à long terme plus pérennes dans la durée. Voyons ce que donne la courbe du chômage :

Comparaison des taux de chômage, France et UE

La légende est absente, je précise donc: la courbe en gras est celle de la France. Les deux courbes plus fines sont respectivement celle de l'UE des 15 (qui commence en décembre 1995), la plus basse donc. Et celle de l'UE des 25 et des 27, qui se confondent et pour lesquelles les chiffres ne sont donnés qu'à partir de décembre 1998. Les marguerites sont là pour faire joli et pour détendre l'atmosphère. Que voit-on de notable? Durant l'année 1996, sous le gouvernement Juppé, le chômage en France monte plus rapidement que la moyenne. De 1997 à fin 2001, le chômage baisse plus vite que la moyenne européenne. Fin 2001, de part l'élargissement de l'Europe et donc de la moyenne à 25 pays, la France se retrouve dans la moyenne des 25 au niveau de son taux de chômage. Elle reste tout de même à un bon point de la moyenne des 15, même si, de part la rapidité de la baisse du chômage, l'écart est moins grand qu'en 1997. On peut donc qualifier cette baisse du chômage de bon résultats par rapport à la conjoncture. Jospin a fait mieux que la moyenne européenne. A partir de l'année 2002, le chômage remonte en Europe, ce qui n'est pas la faute de la droite, mais il est à noter que le chômage remonte PLUS VITE en France. Et ça, ça s'appelle de mauvais résultats par rapport à la conjoncture. L'UMP a fait moins bien que la moyenne européenne. A partir de 2004, on assiste à un phénomène nouveau et inédit. L'UMP arrive à s'extraire de la toute puissance de la conjoncture européenne, qui voudrait que le chômage baisse, pour arriver au résultat inverse: en France, le chômage augmente. Là, on ne parle même plus de mauvais résultats. Objectivement, on parle de catastrophe tache sur le bilan. Ne pas arriver à faire mieux que la moyenne en Europe, passe encore, c'est être mauvais élève. Mais arriver à faire en sorte que le chômage grimpe quand partout ailleurs, il baisse... .. C'est carrément se moquer du monde. Tout économiste de droite bien au fait de son pipeau vous trouvera bien sur tout un tas de raison pour expliquer que ce n'est pas la faute de la politique de l'UMP, selon le credo qui veut que l'UMP n'a de politique que bonne et efficace. Seulement, les chiffres sont là. Et ils sont sans appel. A toutes fin utiles, je rappelle que sous Jospin, le premier poste de sortie des listes de l'ANPE était le retour à l'emploi. Avec l'UMP, le premier poste de sortie devient rapidement les radiations. En février dernier, les radiations divers et

variées représentaient 48% des sorties des listes du chômage. Si ce n'est pas être honnête avec les chiffres, je ne sais pas ce que c'est!

Le gouvernement s'est donc vu infliger par le BIT un sévère redressement des chiffres du chômage de 2006. L'UMP à plutôt mal pris la chose, il faut dire que cela tombait en pleine période électorale. Et à décidé de passer sous silence ce très vilain redressement. L'INSEE, voyant la chose, à décidé de se mettre en grève de publication des chiffres, tant que justice au taux de chômage français au sens du BIT ne serait pas rendue. Ce pourquoi les derniers chiffres présents sur le site du ministère sont ceux de février 2007. C'était pour l'anecdote amusante dont la presse ne parle pas, tant il est vrai que le sujet est commun, en tous cas sous un gouvernement UMP. Prenons à présent la dette publique : Evolution comparée de la dette publique française avec la moyenne de l'UE

Même légende que la graphique précédent.
En gras la France, en fin les courbes de la moyenne de l'UE des 15 commence en décembre 1995, celle de l'UE des 25 se confond avec celle de l'UE des 27 et commence en décembre 1998. La première chose que l'on note, d'emblée, c'est que la France est vraiment moins endettée que la moyenne des autres pays de l'UE fin 95. La deuxième chose que l'on note, c'est qu'en 10 ans elle à largement rattrapé son retard... ... La première année du gouvernement Jospin peut être à juste titre considérée comme merdique sur la question de la dette. Partout ailleurs, la dette baisse, en France, elle continue de monter. En 1998, la dette se stabilise, ce qui est moins pire, alors qu'ailleurs, toujours, elle continue de baisser. A partir de l'année 1999, par contre, la dette baisse. Elle baisse moins vite que la moyenne européenne, mais elle baisse. Cela s'explique facilement par le fait que le déficit des comptes de l'état français est légèrement supérieur à la moyenne européenne, comme le montre le graphique ci-dessous. C'est LE point noir du gouvernement Jospin : à relativiser, l'UMP fait largement pire en seulement 3/4 d'une année... ... 2002.
Comparaison des déficit de l'état en France et dans la zone euro.

NB: le solde de l'année 2000 est artificiellement positif pour la zone euro en raison de la vente des licence de téléphonie mobile.

Pour continuer sur la dette, donc, elle baisse moins vite que la moyenne européenne sous Jospin, ce qui n'est pas folichon, mais elle se tient à peu près. Dès l'arrivée de l'UMP au pouvoir en 2002, que constates-t-on? Alors que la dette était stable pour l'année 2001, et alors que la moyenne européenne tend toujours vers la baisse, en France pour l'année 2002, notre dette publique augmente. Pas tant que cela, la conjoncture qui se trouve tout de même bien favorable sauve les meubles. Mais elle monte. L'année suivante, la conjoncture est défavorable. Donc la dette monte. Encore. Évidemment. Mais elle monte beaucoup plus vite que la moyenne européenne. jusqu'à la dépasser. Il n'a pas fallu deux ans. Toute la quintessence de la politique de l'UMP est là: pourquoi faire aussi bien quand on peut se permettre de faire largement pire en tout, et sans la moindre gêne. Évidemment, si c'est pour après se protéger derrière la conjoncture européenne, qui n'était pas bonne, et le gouvernement, qui était impuissant à lutter contre..

Une chose remarquable à noter, de manière totalement annexée, est que cette manière de gérer les finances de l'état, cette logique du pire - je ne crois pas que l'UMP soit si mauvais gestionnaire que cela, je pense qu'ils le font « exprès », enfin, qu'ils profitent du fait d'être au pouvoir pour faire un maximum de cadeaux à leurs amis du CAC 40 et autres sur le dos des finances de l'état - cette logique du pire, donc, est relativement récente. Elle est

apparue en 1993, avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy comme ministre du budget de Balladur. (Ici les chiffres en parallèle avec les gouvernements) Comme le montre ce graphique: Solde effectif de l'état (sans les administrations publiques) ces 30 dernières années Sur ce graphique, si il est possible d'excuser en partie le déficit record de 1993 (la croissance était légèrement négative en Europe, et la droite, comme à son habitude, à fait un demi-point de moins. -1,1% dans les dents, ça fait mal, c'est sûr. La gauche, si on applique l'écart moyen, aurait obtenu une croissance de -0,1%, ce qui aurait fait mal aussi mais en limitant quand même sérieusement les dégâts) ; il n'est pas possible en revanche de plaider non coupable pour celui, presque tout aussi important, de 1995 et 1996. La croissance de la zone euro à ce moment là était en effet d'environ 2,3%. Soit la même croissance dont Jospin à bénéficié en 1997, quand il à repris l'économie en main et réduit le déficit total de 12 milliards d'euros. (NB: je rapelle que ce graphique ne montre que le solde de l'état sans les administrations publiques, et non pas le déficit total de l'état. Le déficit total prend en compte les soldes de toutes les administrations publiques, et non pas seulement de l'état)

Prenons à présent une vue d'ensemble de la situation économique de la France de ces 30 dernières années :

Comparaison des courbes de la croissance, du solde de la sécu et du déficit total de l'état (administrations publiques comprises), sous les gouvernements de gauche et de droite

A en croire les garents de la bonne interprétation des chiffres de la sarkolatrie, donc, les bons résultats du PS sont dus à la conjoncture, et les mauvais résultats de l'UMP à pas de chance. Nous avons vu, dès le début, que la conjoncture européenne n'explique pas tout. Et, en particulier, que la conjoncture Européenne ne justifie pas du fait qu'en moyenne et depuis 1993, les gouvernements de gauche obtiennent un demi-point de croissance de plus que la moyenne de la zone euro, tandis que les gouvernements de droite sarkoziste obtiennent un demi-point de moins. Notez que j'insiste sur le terme « droite-sarkoziste », dans la mesure où la droite de Chirac premier ministre et celle du gouvernement de VGE n'obtiennent pas tout à fait le même genre de résultats catastrophiques. L'écart moyen d'un point entier de PIB entre les deux politiques par rapport à la conjoncture européenne peut bien paraître insignifiant pour le dogme sarkoziste qui veut prouver que la gauche est nulle et que l'UMP est bien, alors que tous les chiffres prouvent le contraire. Dans la réalité de l'économie, il n'en est rien. Afin de visualiser plus concrètement l'effet sur l'économie de ce fameux point de croissance d'écart, j'ai réalisé cette simulation, qui dessinent les courbes respectives qu'auraient pu obtenir le PS et l'UMP si ils avaient été au pouvoir sans partage de 1993 à 2005.

Sur cette simulation, le taux de croissance du PIB est obtenu à partir de celui de la zone euro, auquel j'ai appliqué les écarts moyens respectifs constatés sous les gouvernements de gauche et de droite. Le déficit de la sécu ainsi que le déficit de l'état sont obtenus par comparaison à taux de croissance équivalent, tenant compte des variations que peuvent amener la conjoncture au niveau de l'emploi, de l'évolution de la dette au niveau européen et enfin de la conjoncture générale au niveau des déficits. En gros, prise en compte de toutes les données conjoncturelles que nous avons vu jusqu'à présent. Voilà la chose : Je vous souhaite un agréable 16 mai devant TF1, qui ne manquera pas de retranscrire le couronnement de Sa Grandeur.

Bien à fous,

Lady Marwina Darkstone.
